L'union soviétique et le monde occidental

Autor(en): **Freymond, Jacques**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **18 (1960)**

Heft 3

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-135207

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'Union soviétique et le monde occidental [1]

Jacques Freymond
directeur de l'Institut universitaire
de hautes études internationales
à Genève

Un des objectifs que M. Khrouchtchev se propose, au cours de ses nombreux voyages à travers le monde, est de convaincre ses interlocuteurs et, plus encore l'opinion publique, de la validité de la doctrine dite de la *coexistence pacifique.*

« L'Etat soviétique, dit-il en substance [2], a dès ses débuts fait de la coexistence pacifique le principe fondamental de sa politique extérieure. Qu'est-ce que la coexistence pacifique ? C'est tout d'abord le refus de la guerre comme un moyen de régler les conflits. Mais ce n'est pas tout. La doctrine de la coexistence impose à ceux qui s'en inspirent d'autres obligations. Elle implique la renonciation à toute action qui pourrait être considérée comme une violation de l'intégrité territoriale ou de la souveraineté d'un autre Etat, ou même comme une intervention dans ses affaires intérieures afin d'en modifier le système de gouvernement ou le mode de vie. La doctrine de la coexistence pacifique, remarque enfin M. Khrouchtchev, présuppose que les relations économiques et politiques entre Etats sont fondées sur l'égalité complète des parties et visent un bénéfice mutuel. »

M. Khrouchtchev ne se contente pas de ces déclarations de principe. Il relève et réfute la critique qui en a été faite à l'Occident. « Il est faux de dire, affirme-t-il, que la coexistence n'est qu'une tactique. Notre désir de vivre en paix et de coexister pacifiquement avec d'autres nations n'est pas « conditionné » par quelque considération tactique. Il est l'expression de la nature même d'une société socialiste dans laquelle il ne se trouve aucune classe, aucun groupe social qui aurait intérêt à faire la guerre ou à s'emparer de territoires appartenant à un autre groupe social.

» Bien entendu, déclare M. Khrouchtchev, nous sommes convaincus que le communisme s'étendra au monde entier, puisqu'il offre aux nations de plus larges possibilités d'améliorer leur vie matérielle et spirituelle. Mais il ne saurait être question de s'imposer par la force. Le XXe Congrès du parti communiste de l'URSS a réfuté avec clarté l'allégation selon laquelle l'Union soviétique se propose de renverser le capitalisme dans les autres pays en exportant le communisme. »

Ces déclarations, largement diffusées non pas seulement par la presse ou les périodiques du Parti communiste de l'URSS, mais par des éditeurs occidentaux,

---

[1] Conférence prononcée en mars 1960 à Vevey, au Cercle d'Etudes économiques et sociales du Haut-Léman.

[2] *Cf. Foreign Affairs*, octobre 1959, p. 3. *Cf.* également « Ce que je pense de la coexistence pacifique », par N. S. Khrouchtchev, *Tribune libre*, Plon, Paris 1960.

méritent, on en conviendra, qu'on s'y arrête. Il s'agit en effet de voir — au moment où on reprend un débat déjà ancien — quelle est la portée des déclarations de M. Khrouchtchev et si la contribution du premier ministre soviétique ouvre des perspectives nouvelles.

Que M. Khrouchtchev soit convaincu que le monde est entraîné par un mouvement irrésistible et irréversible vers le communisme, voilà qui ne fait pas de doute. Qu'il travaille, dans son propre pays, à la consolidation et à l'épanouissement du communisme est également certain. Cet homme, qui s'est installé au pouvoir de la manière qu'on sait et qui paraît essentiellement soucieux d'efficacité, n'en est pas moins marqué, comme tous les chefs soviétiques, par l'idéologie dont il se réclame et modelé par une démarche de pensée. Aussi n'est-il pas surprenant qu'il ait consacré une partie de son rapport au XXIe Congrès au problème du passage du socialisme au communisme. Les circonstances sans doute l'y poussaient. Les Chinois n'avaient-ils pas affirmé que leurs « communes populaires » constituaient une première structure de la société communiste ? Les Yougoslaves prétendaient de leur côté aller au communisme par leur propre voie et leur exemple avait contribué au développement du revisionnisme qu'avait suscité la critique, faite au XXe Congrès, de la politique stalinienne. En outre, le problème du passage du socialisme au communisme suscitait, en Union soviétique même, des discussions qui n'étaient pas sans importance politique. Les citoyens soviétiques, qui avaient dû payer le prix de l'édification du socialisme, avaient quelque raison de se demander quand et comment on s'acheminerait vers l'étape suivante et finale où dominerait la formule célèbre: « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins. »

M. Khrouchtchev répond donc à des questions qui sont posées. Mais il exprime en même temps une conviction et définit une position:

« Les fondateurs du communisme scientifique, Marx, Engels, Lénine, ont établi qu'après le renversement de la domination des capitalistes et des grands propriétaires fonciers, la société traversera deux phases dont la première sera le socialisme, et la seconde, la phase supérieure, la société communiste sans classes. L'évolution de la société soviétique a confirmé la prévision marxiste-léniniste sur les deux phases du communisme. Ayant édifié la société socialiste, le peuple soviétique est entré dans une étape nouvelle de son développement historique où le socialisme se transforme en communisme. » [1]

Un peu plus loin, il remarque encore: « Le passage du stade socialiste à la phase supérieure du développement est un processus historique légitime qu'on ne saurait enfreindre ou éluder à son gré. Les partis marxistes-léninistes se proposent comme but final l'édification de la société communiste. » [2] Cela ne signifie pas, ajoute-t-il, qu'une muraille sépare ces deux phases de l'évolution sociale, car le « communisme naît du socialisme, il en est la continuation directe ». On doit

---

[1] *XXIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.* Recueil de documents. *Cahiers du communisme.* Paris 1959, pp. 84-85.

[2] *Ibidem* p. 85.

donc envisager un passage graduel qui ne doit pas être conçu cependant comme « un mouvement ralenti ». [1]

M. Khrouchtchev ne se contente pas, d'ailleurs, de ces déclarations de principe. Il indique déjà certaines modalités de la transition du socialisme au communisme en Union soviétique. Il annonce ainsi que « la pleine satisfaction des besoins de tous les Soviétiques en nourriture, logements et vêtements dans les limites du nécessaire et du raisonnable pourra être sans doute assurée dans un proche avenir » [2]. De même indique-t-il comment il voit s'opérer la fusion de la propriété kolkhozienne et coopérative avec la propriété d'Etat par accroissement progressif des fonds indivis de la propriété kolkhozienne, par combinaison des efforts des divers kolkhozes pour des travaux divers d'intérêt général telle la construction de routes, de canaux, de stations électriques. Par cette interpénétration progressive des moyens de production kolkhoziens et de ceux du secteur national, « le travail agricole se transformera peu à peu en une variété du travail industriel » [3].

M. Khrouchtchev, enfin, esquisse la manière dont il envisage le dépérissement de l'Etat, par un passage progressif des fonctions remplies par des organismes d'Etat sous la compétence des organisations sociales, en commençant par les services culturels, les services d'hygiène, les activités sportives. Cette opération, précise-t-il, doit se faire sans hâte. Et il ajoute: « Il va de soi que la remise de certaines fonctions des organismes d'Etat aux organisations sociales ne signifie nullement l'affaiblissement du rôle de l'Etat socialiste dans l'édification du communisme. » [4]

On objectera sans doute que ces déclarations ne vont guère au-delà des généralités banales et qu'elles cachent mal le scepticisme que le réaliste Khrouchtchev ne peut pas ne pas manifester lorsqu'il se réfère à une idéologie officielle. Mais il ne faudrait pas oublier, cependant, que, si prudent que soit M. Khrouchtchev dans certaines de ses formules, il n'en donne pas moins des indications qui sont autant de consignes pour le Parti. En fait, l'ensemble du nouveau plan septennal est placé sous le signe du passage du socialisme au communisme. La résolution adoptée le 5 février 1959 par le XXIe Congrès du Parti communiste de l'URSS reprend toutes les thèses développées par Khrouchtchev et toutes les instructions données pour assurer « l'édification intense de la société communiste », qu'il s'agisse de l'élévation du niveau de vie, de l'évolution de la propriété kolkhozienne, de la transmission de certaines fonctions assurées par l'Etat à des organisations sociales. Une importance particulière est accordée au travail idéologique.

« Dans le domaine idéologique, est-il dit, les tâches principales du septennat sont l'intensification du travail idéologique et éducatif du Parti, l'élévation de la conscience communiste des travailleurs et en premier lieu de la jeune génération, leur

---

[1] *Ibidem* p. 86.
[2] *Ibidem* p. 86.
[3] *Ibidem* p. 92.
[4] *Ibidem* p. 94.

éducation dans l'esprit d'une attitude communiste à l'égard du travail, du patriotisme soviétique et de l'internationalisme, l'élimination des survivances du capitalisme dans la conscience des hommes, la lutte contre l'idéologie bourgeoise. » [1]

Un peu plus loin la résolution précise encore: « Il est indispensable d'étudier profondément les lois du passage au communisme, d'analyser sous tous leurs aspects les principaux processus qui se produisent dans le monde capitaliste, de dénoncer l'idéologie bourgeoise, de lutter pour la pureté de la théorie marxiste-léniniste. » [2]

Ce ne sont pas paroles en l'air. La lecture de résolutions prises en d'autres occasions — comme par exemple au Congrès des écrivains soviétiques — et la lecture de l'abondante littérature officielle révèle un effort systématique pour lutter contre toutes les formes de revisionnisme et pour pénétrer les citoyens soviétiques, particulièrement les jeunes, des principes du marxisme-léninisme et des devoirs que leur impose l'édification de la société communiste. On n'ignore pas — pour ne prendre qu'un exemple — que *Questions de Philosophie* a consacré plus d'un article aux tâches idéologiques qu'imposait le passage du socialisme au communisme. Et pourtant cette revue a été sévèrement rappelée à l'ordre pour de nombreuses insuffisances qu'un article rédactionnel [3] énumère en soulignant qu'on doit se rappeler que la compétition économique pacifique du socialisme et du capitalisme se poursuit dans le cadre d'une intense lutte idéologique et que le combat théorique mené sur le terrain de la philosophie est une des formes les plus importantes de la lutte des classes.

Cette déclaration nous rappelle que les chefs du Parti communiste de l'URSS n'ont pas pour seule ambition de construire une société communiste dans leur pays, mais bien d'assurer la victoire du communisme dans le monde entier. « Le problème fondamental du prochain septennat, dit la résolution prise par le XXIe Congrès [4], c'est de gagner le maximum de temps dans la compétition économique pacifique du socialisme avec le capitalisme. »

Revenant un peu plus loin sur le même problème, la résolution ajoute les commentaires suivants: « La réalisation du plan septennal constituera un magnifique succès de l'invincible doctrine marxiste-léniniste, un témoignage des avantages du socialisme sur le capitalisme. Ils attireront au socialisme des millions de nouveaux adhérents. » [5] Les progrès rapides et réguliers de l'économie soviétique contrasteront avec une aggravation de la « crise générale du capitalisme résultat des contradictions internes du système ». Alors qu'à l'intérieur du camp socialiste, la solidarité et la collaboration ne cesseront pas de se renforcer, le camp capitaliste se désagrégera sous l'effet des rivalités économiques des puissances. Et finalement, il arrivera, selon les calculs des économistes, « que grâce à l'accomplissement et au

---

[1] Résolutions du XXIe Congrès du PCUS, *Collection Etudes soviétiques 1959*, p. 53.

[2] *Ibidem* p. 61.

[3] *Woprosy filosofii*, Moscou, n° 9, 1959. Publié en traduction par *Ostprobleme*, n° 25-26, 18 décembre 1959.

[4] Résolutions du XXIe Congrès, *op. cit.* pp. 53-54.

[5] *Ibidem* pp. 63-64.

dépassement du plan septennal, ainsi qu'aux rythmes élevés du développement économique des pays de démocratie populaire, le système socialiste mondial totalisera plus de la moitié de la production industrielle du monde. Du même coup sera assurée la suprématie du système mondial socialiste sur le système mondial capitaliste pour la production matérielle, sphère décisive des activités humaines. »

Ainsi devrait s'effectuer, par un simple renversement du rapport des forces économiques, le passage d'un système mondial dit « capitaliste » à un système mondial dit « socialiste ».

*

Cette explication « mécanique » suffit-elle à rendre compte de la politique soviétique ? M. Khrouchtchev l'affirme. Mais les arguments qu'il avance ne sont pas très convaincants. On ne peut s'empêcher de s'étonner de son affirmation selon laquelle l'Etat soviétique, dès ses débuts, a fait de la coexistence pacifique le principe fondamental de sa politique extérieure. Car rien n'est plus facile que d'opposer à cette affirmation de nombreuses déclarations, faites par Lénine ou par ses successeurs, sur la volonté fermement arrêtée des chefs de l'Union soviétique de travailler à la révolution mondiale et d'apporter au prolétariat des pays capitalistes l'aide du « premier pays libéré ». Qu'on se rappelle, par exemple, les observations que Staline a été amené à développer au cours de sa controverse avec Trotsky: que la construction du socialisme dans un seul pays n'impliquait pas une renonciation à la révolution mondiale; que bien au contraire elle en était une des conditions essentielles.

En fait toute l'histoire du Komintern s'inscrit en faux contre l'affirmation de M. Khrouchtchev. Et de même celle du Kominform. Plus récemment, la répression de la révolution hongroise a démontré que le gouvernement soviétique et son chef actuel n'hésitaient pas à recourir à la force pour assurer la consolidation du camp socialiste. M. Khrouchtchev, il est vrai, a donné une explication: « La République populaire hongroise possède sa Constitution, ses lois, son gouvernement légitime élu par la voie démocratique. Elle se développe librement et remporte de grands succès dans l'édification socialiste. Que s'est-il passé en Hongrie en 1956 ? Il y a eu un putsch des éléments antipopulaires mécontents du pouvoir des travailleurs. Encouragée par les forces de la réaction internationale, la contre-révolution hongroise a tenté de renverser le régime socialiste. Pour cela, les comploteurs ont utilisé des armes reçues de l'Occident. Ils suivaient des directives provenant de la même source. Après s'être emparés pour quelques jours du pouvoir à Budapest, les contre-révolutionnaires ont commencé à sévir, à fusiller, à massacrer les honnêtes gens. Dans ce moment difficile, le gouvernement révolutionnaire hongrois, dirigé par Janos Kadar, a demandé notre aide. Nous la lui avons donnée, et nous en sommes fiers. Si nous n'étions pas venus en aide au gouvernement populaire de Janos Kadar, les fascistes auraient pu prendre le pouvoir en Hongrie. En apportant une aide fraternelle au peuple hongrois dans sa lutte contre les insurgés fascistes, nous avons accompli notre devoir internationaliste. » [1]

[1] *Vivre dans la Paix et l'Amitié.* Le séjour du président du Conseil des ministres de l'URSS N. Khrouchtchev aux USA du 15 au 27 septembre 1959. Publié en URSS.

Mais cette version, qui fait fi de tous les témoignages dont on dispose, ne résiste pas un instant à l'examen. L'exécution d'Imre Nagy et de ses compagnons n'est qu'une preuve de plus — s'il en fallait — qu'il ne s'agissait pas d'un complot réactionnaire organisé à l'extérieur, mais d'un soulèvement révolutionnaire du peuple hongrois contre une domination étrangère.

Enfin, on ne saurait négliger la place prise par les délégations des partis communistes du monde entier lors du XXIe Congrès. Les déclarations qui furent faites alors sont une preuve nouvelle non pas seulement de l'influence qu'exerce le parti communiste de l'Union soviétique sur chacun d'entre eux, mais de l'étroite coordination de leur action dans le monde entier.

Ces quelques rappels suffisent à montrer les réserves qu'il convient de faire à l'égard des assurances données par M. Khrouchtchev sur le respect du principe de non intervention dans les affaires intérieures des Etats. Comment ce principe pourrait-il être respecté, d'ailleurs, lorsqu'on sait l'étroite liaison qui existe entre la politique intérieure et la politique extérieure de l'Union soviétique ? Depuis le début de l'existence de l'URSS, les discussions qui se sont déroulées sur le problème du passage du socialisme au communisme ont mis en évidence l'impossibilité d'envisager un dépérissement de l'Etat, même si les conditions internes de l'édification du communisme étaient réunies, aussi longtemps que subsisterait la menace de l'encerclement capitaliste.

M. Khrouchtchev admet qu'à l'heure actuelle cette menace s'est estompée. Le camp socialiste est assez fort pour résister à une agression des impérialistes. Mais il n'en a pas moins fait une remarque intéressante sur la nécessité d'une coordination de l'évolution des divers pays vers l'objectif final. « Comment les pays socialistes vont-ils évoluer vers le communisme, demande-t-il ? Peut-on imaginer que l'un des pays socialistes arrivera au communisme, réalisera les principes communistes de la production et de la répartition, tandis que les autres pays seront restés bien loin en arrière, aux premiers stades de l'édification de la société socialiste ? Une telle perspective, compte tenu des lois du développement économique du système socialiste, est peu probable. Théoriquement, il serait plus juste de supposer que les pays du socialisme, en mettant à profit les possibilités offertes par le régime socialiste, passeront plus ou moins simultanément à la phase supérieure de l'évolution sociale : la société communiste.» [1]

Cette remarque, soulignons-le, s'applique aux pays socialistes. Elle se rapporte sans doute aux discussions soulevées par les Yougoslaves et par les communes chinoises ; elle n'en touche pas moins, indirectement, les relations entre l'URSS et les Etats capitalistes, tant il est évident que l'Union soviétique ne peut pas plus se démunir de la protection de l'Etat socialiste aussi longtemps que le capitalisme reste solidement installé dans certains grands pays, qu'elle ne peut laisser d'autres pays socialistes prendre de l'avance dans la voie vers le communisme.

La réalisation du communisme en URSS, de ce communisme qui est l'objectif dernier de la révolution socialiste, n'est donc possible qu'une fois assurée la défaite

[1] XXIe Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, *op. cit.* p. 97.

du capitalisme dans les principaux pays du globe. Et à cette défaite, les partis communistes ont partout la mission de travailler, en s'inspirant de l'exemple de l'Union soviétique, mais en s'appuyant également sur sa puissance sans cesse croissante. Car, pour être inscrite dans le livre de l'histoire, la destruction du capitalisme n'en doit pas moins être préparée et effectuée par le prolétariat. La force reste, dans la politique de M. Khrouchtchev comme dans celle de Lénine et dans la pensée de Marx, l'accoucheuse des sociétés en travail. C'est par son intervention que les responsables du socialisme pensent infléchir ce qu'ils appellent le cours irréversible de l'histoire pour assurer le triomphe de la philosophie déterministe du matérialisme dialectique.

*

Mais si le moule du raisonnement marxiste paraît maintenir, par l'unité des démarches intellectuelles et celle, qui en découle, de la méthode, la continuité de la pensée et de l'action politique, il n'en est pas moins vrai que les transformations intervenues dans le domaine de la technique et dans celui des armements, aussi bien que la modification du rapport des forces entre Etats, ont conduits les chefs de la Russie soviétique à une nouvelle appréciation de la situation internationale.

Au XXe Congrès déjà, M. Khrouchtchev avait affirmé que la guerre n'était plus inévitable. Depuis lors, il n'a cessé de répéter cette déclaration: «La nouvelle répartition des forces internationales qui s'est créée, après la Deuxième Guerre mondiale, écrit-il dans ce texte largement diffusé qui s'intitule *De la coexistence pacifique,* donne des raisons d'affirmer que désormais une nouvelle guerre mondiale n'est plus fatale, qu'on peut la prévenir.

» Premièrement, de nos jours, luttent activement pour la paix non seulement tous les socialistes, mais aussi de nombreux Etats d'Asie et d'Afrique qui se sont engagés dans la voie du développement national indépendant, de même que beaucoup d'autres Etats qui ne font pas partie du bloc militaire agressif.

» Deuxièmement, la politique de paix bénéficie d'un appui puissant de larges masses populaires dans le monde entier.

» Troisièmement, les Etats socialistes pacifiques disposent de puissants moyens matériels, ce qui ne peut manquer de tenir en respect les agresseurs. » [1]

Mais ce n'est pas seulement cette modification du rapport des forces internationales qui amène M. Khrouchtchev à écarter la formule autrefois classique sur l'inévitabilité de guerres dans un monde capitaliste. C'est également la confiance que lui donne la puissance militaire soviétique. M. Khrouchtchev et les dirigeants soviétiques ont la conviction qu'ils détiennent les moyens qui leur permettraient d'écraser n'importe quel adversaire. Ne disposent-ils pas d'un stock d'armes nucléaires et thermonucléaires, et plus encore, d'engins de moyenne et longue portée qui leur donnent la possibilité de frapper à volonté en n'importe quel point du globe? Sur l'efficacité de ces armes, aucun doute ne paraît s'élever ni en Union soviétique, ni aux Etats-Unis. Les spécialistes américains s'accordent même pour reconnaître que

[1] *Cf.* N. S. KHROUCHTCHEV: *Ce que je pense de la coexistence pacifique. Op. cit.* pp. 12-13.

l'URSS a pris de l'avance dans le domaine des engins intercontinentaux. Le discours prononcé par M. Khrouchtchev devant le Soviet suprême en janvier 1960 laissait transparaître la conscience de la supériorité militaire de l'URSS. « Il était parfaitement possible, affirmait-il, de procéder à une nouvelle réduction des effectifs des forces armées soviétiques et d'envisager même une réorganisation plus profonde de l'armée, sur une base territoriale, sans avoir à redouter un fléchissement de la puissance militaire du pays. » Projectiles atomiques et engins balistiques se trouvaient disponibles en nombre suffisant pour assurer la sécurité nationale. Sans parler des prototypes, de l'arme décisive qui se trouvait dans les cartons des ingénieurs.

La guerre peut être évitée pour une autre raison encore: C'est qu'elle aboutira à une destruction générale. « Il n'existe que deux voies, déclare M. Khrouchtchev, ou bien la coexistence pacifique, ou bien la guerre la plus destructrice de toute l'histoire. » [1]

Les chefs soviétiques n'ont pas seulement le sentiment d'être en mesure d'empêcher l'autre de les attaquer, ils savent également que les puissances occidentales et, dans ce cas, les Etats-Unis, sont en mesure d'user de représailles. Ils sont donc enclins à admettre que le monde est arrivé à une situation d'équilibre par la terreur. Il n'est donc plus possible de se laisser guider par la théorie de la catastrophe et d'envisager, comme Lénine et après lui Staline, que la révolution triomphera à travers la guerre impérialiste transformée en guerre civile. La guerre ne peut plus, ne doit plus être considérée comme inévitable parce qu'elle pourrait aboutir à la destruction du camp socialiste aussi bien que du camp capitaliste.

Est-ce à dire qu'il n'y a plus de risque de guerre ? Certes non. M. Khrouchtchev admet que des menaces existent encore. Les résolutions du XXIe Congrès dénoncent après lui la politique agressive de l'impérialisme américain, la politique des puissances européennes dans le Proche et le Moyen-Orient, les « militaristes » et les « revanchards » de la République fédérale d'Allemagne.

Mais en Occident également, on n'est pas entièrement rassuré. Dans quelle mesure, en effet, est-il possible de faire crédit aux dirigeants d'un pays dont on a pu constater, à travers une histoire déjà longue, et dont on constate encore qu'ils ne parlent pas la même langue et qu'ils présentent les faits d'une manière qu'on croit avoir de bonnes raisons de pouvoir considérer comme arbitraire et inexacte ? « Comment entamer un dialogue et accorder sa confiance si, comme l'écrit Georges Kennan dans sa réponse à M. Khrouchtchev, on se voit présenter une vue déformée de l'histoire de la période léniniste et stalinienne ? » Et, pourrait-on ajouter, de la période plus récente dans laquelle M. Khrouchtchev a joué et joue le premier rôle ? [2]

L'équilibre créé ou assuré par la terreur réciproque est d'ailleurs instable. Il peut se modifier en fonction des découvertes de l'un ou de l'autre. Et cette instabilité même peut susciter la tentation d'exploiter la supériorité momentanée qu'on

---

[1] *Ce que je pense de la coexistence pacifique, op. cit.* p.12.

[2] Sur ce point les exemples abondent. Il suffit ainsi de se reporter à la nouvelle *Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique,* publiée à Moscou en 1959.

pense détenir pour exercer sur l'autre une pression, pour l'amener, par un chantage à la guerre, à concéder sans combat les fruits de la victoire. Or ce jeu-là présente, comme chacun le sait, un danger extrême. Celui qui s'y livre ou qui s'y prête s'expose à se laisser happer par l'engrenage qui conduit à la catastrophe. Personne, en effet, dans les périodes de tension aiguë n'est sûr de ses réactions ou, encore moins, de celle des autres. Il y a dans les crises des seuils qu'on franchit parfois sans le vouloir.

L'instabilité de l'équilibre ne tient pas seulement aux variations qui peuvent intervenir dans les rapports entre les forces de deux principaux adversaires possibles. Nous ne vivons pas, nous ne vivons plus dans un système bipolaire. De plus en plus, l'Union soviétique et les Etats-Unis doivent tenir compte de l'existence et de l'influence d'autres Etats qui conduisent leurs affaires conformément à ce qu'ils considèrent comme leurs propres intérêts. La France a construit sa bombe atomique sans se soucier des conseils de ses alliés. La Chine se transforme et gagne en puissance. Les uns et les autres devront compter avec elle. Impossible ainsi de s'engager dans la voie du désarmement en la laissant à l'écart. Des dizaines d'autres Etats d'importance plus réduite entendent aux aussi jouer un rôle et régler leurs affaires comme il leur convient et non pas en fonction des objectifs que les grands se sont assignés. Ils ne sont pas toujours prêts à renoncer à l'usage de la guerre. Partout, en fait, persistent des foyers de tension et d'agitation générateurs de conflits locaux qui peuvent, nous le savons, prendre de l'extension.

Si la guerre n'est pas fatale, on ne saurait dire qu'elle soit exclue. Mais ce qu'il est possible d'affirmer c'est que la conscience de la catastrophe qu'elle implique contribue à renforcer la résistance qu'on lui oppose et conduit les chefs soviétiques à transférer le poids de la lutte sur le plan économique. La coexistence est devenue un moyen d'échapper au suicide. Mais elle n'implique pas, comme nous l'avons vu, que les chefs soviétiques renoncent à assurer la victoire du communisme dans le monde. C'est dans un esprit de lutte que les problèmes du développement économique et des échanges internationaux sont abordés. Lutte qui, pour se développer sur le terrain économique, n'en a pas moins un caractère politique.

*

Reste à savoir — s'il est possible de le savoir — qui l'emportera.

Pour les responsables des affaires soviétiques, la réponse ne fait ancun doute: « Grâce à l'accomplissement du plan septennal, la production industrielle soviétique par habitant dépassera les chiffres actuels des pays capitalistes les plus développés d'Europe (Grande-Bretagne et Allemagne de l'Ouest), et l'URSS occupera, sous ce rapport, la première place en Europe. En ce qui concerne la production absolue de certaines branches-clés, l'Union soviétique dépassera ou s'approchera sensiblement du niveau actuel de la production industrielle des Etats-Unis. A cette époque, la production globale et par habitant dans les branches maîtresses de l'agriculture dépassera le niveau actuel américain. Après cela, il nous faudra encore environ cinq

années pour rattraper et dépasser les Etats-Unis quant à la production industrielle par habitant. Ainsi, vers cette époque, ou peut-être même avant, l'Union soviétique se classera la première dans le monde aussi bien pour le volume absolu de la production qu'en ce qui concerne la production par habitant. Ce sera une victoire historique et mondiale du socialisme dans sa compétition pacifique avec le capitalisme. » [1] Telles sont les convictions du Congrès du Parti communiste de l'URSS.

Cette opinion n'est pas sans fondement. Les chefs soviétiques, considérant le chemin parcouru au cours de ces quarante années, le redressement spectaculaire au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les progrès remarquables de la science soviétique, ne peuvent pas ne pas regarder l'avenir avec confiance. Le Parti tient les affaires solidement en main. Au cours de ces dernières années, il a pu procéder à des réformes importantes telles que la dissolution des MTS (stations de machines et de tracteurs), la décentralisation industrielle ou la transformation de l'enseignement, sans que son autorité en ait paru ébranlée. Certains spécialistes occidentaux des questions soviétiques avaient cru pouvoir annoncer l'accession prochaine au pouvoir des élites techniques et en particulier des responsables des grands complexes industriels. Or, la lecture d'une étude récente telle celle d'Alex Inkeles et de Raymond A. Bauer [2] nous inclinerait à penser que le parti a conservé son contrôle sur les « organisateurs » qui acceptent de subordonner les questions d'ordre technique aux décisions prises par les spécialistes de la politique. On sait d'ailleurs que, par le système dit de la *nomenklatura,* le parti conserve le monopole des nominations aux divers échelons [3].

Il est certain, d'autre part, que les citoyens soviétiques ont vu leurs conditions de vie s'améliorer de manière très sensible. On peut observer par exemple que les sommes affectées aux dépenses sociales et culturelles dans le budget d'Etat ont passé de 116,7 milliards de roubles en 1950 à 128 en 1953, pour monter à 200,5 en 1957 et à 232 en 1959 [4]. Inkeles et Bauer ont, de leur côté, constaté une amélioration graduelle du niveau de vie et des conditions de travail, et concluent par le pronostic qu'une enquête analogue à la leur, conduite en 1965, devrait signaler une forte réduction des plaintes relatives à la dureté des conditions de travail, une disparition de celles qui portaient sur le niveau de vie. Mais ils pensent, en revanche, que la différence assez sensible des niveaux de vie des responsables haut placés dans la hiérarchie et des travailleurs manuels — et surtout des travailleurs agricoles — restera sensible [5].

---

[1] Résolutions du XXe Congrès, *op. cit.* p. 64.

[2] ALEX INKELES and RAYMOND A. BAUER: *The Soviet Citizen. Daily Life in a Totalitarian Society.* Harvard University Press, Cambridge 1959.

[3] JERRY F. HOUGH: *L'élite technique en URSS.* Le Contrat social, Paris, janvier 1960, pp. 45-58.

[4] Il s'agit des sommes affectées aux services d'hygiène et de santé, à l'éducation, à la sécurité sociale et aux assurances sociales. *Cf.* ALEC NOVE: « Social Welfare in the USSR », dans *Problems of Communism,* janvier-février 1960, pp. 1-10.

[5] INKELES and BAUER, *op. cit.* p. 127. Signalons cependant que, selon les déclarations faites par M. Khrouchtchev le 5 mai devant le Soviet suprême, la suppression progressive des impôts directs devrait contribuer à réduire l'éventail des salaires; il reste à savoir dans quelle proportion. Les

Sur le rythme de développement de l'Union soviétique les opinions restent, on le sait, assez partagées. Une des difficultés essentielles tient à l'insuffisance de renseignements statistiques et plus encore, comme le relève G. Warren Nutter dans l'étude intitulée *The Structure and Growth of Soviet Industry : A Comparison* [1], dans le fait qu'ils viennent d'une seule source, l'Etat, et qu'on ne dispose pas de sources « indépendantes » qui permettraient des comparaisons [2]. Or, les organismes d'Etat seront d'autant plus aisément portés à souligner les succès, et même à les gonfler, tout en jetant un voile sur les secteurs où les résultats sont moins bons, que des objectifs leur ont été publiquement assignés et que le prestige international de l'Etat est en jeu [3]. C'est dire qu'on ne saurait être assez prudent dans les estimations du développement économique de l'URSS et dans les comparaisons qui sont faites de son taux d'accroissement avec celui des Etats-Unis. Certains spécialistes seraient disposés à admettre que si l'Union soviétique maintient dans les années prochaines le taux moyen d'accroissement de 8,6 % prévu par le plan septennal, elle pourrait envisager d'atteindre, vers 1972, l'objectif fixé par M. Khrouchtchev. Encore faut-il que ce taux moyen d'accroissement se maintienne.

Les avis divergent. Parmi les experts, il en est qui concluent même leurs recherches en constatant un ralentissement du rythme de développement de l'économie soviétique [4]. L'abandon du sixième Plan quinquennal a été considéré comme un moyen de masquer le fait que dans certains secteurs les normes prévues n'avaient pas été atteintes. La confrontation des prévisions faites en 1956 et en 1959 pour l'année 1960 fait apparaître, en effet, des différences sensibles. L'agriculture, par ailleurs, reste un objet de préoccupation sérieuse. C'est dans le secteur agricole, on le sait, que les prévisions ont été le plus régulièrement démenties. Or, l'insuffisance du rendement de l'agriculture a inévitablement des répercussions sur les autres

---

spécialistes qui ont tenté d'évaluer la portée des mesures en cours pour réduire l'éventail des salaires et les différences trop marquées du statut économique et social qui en résultent, ne sont pas encore en mesure de fournir des conclusions nettes. Il faut tenir compte également des nombreux avantages en nature dont jouissent les membres du Parti.

[1] Publiée par le *Joint Economic Committee ; Congress of the United States,* sous le titre: *Comparisons of the United States and Soviet Economies,* Washington 1959, Part II, pp. 95-120.

[2] « Except to the extent that related figures published by different state agencies might not be fully coordinated before publication », ajoute M. Nutter.

[3] A ce propos, notons encore une remarque de M. Nutter: « The official Soviet index shows industrial output as multiplying 27 times between 1913 and 1955; the indexes presented here (dans l'étude que nous mentionnons), based on official Soviet data on physical output and unit values and constructed according to conventional western methods, show output as multiplying 5 to 6 times. If our indexes are taken as reasonably accurate, the official index contains a four to five fold exageration of growth over this period. »

[4] *Cf.* V. Holubnychy: *Le ralentissement du rythme d'accroissement de l'économie soviétique.* Problèmes soviétiques, 1959, n° 2, p. 52 ss. Publié par l'Institut d'études sur l'URSS, Munich. Il n'est pas possible de revenir ici sur la question si controversée du taux d'accroissement économique de l'URSS. On trouvera quelques renseignements — et des références bibliographiques — dans l'article cité plus haut. Voir également les exposés faits par Peter Wiles et le R. P. Henri Chambre lors de la semaine d'étude sur l'économie soviétique organisée par le Centre d'étude des pays de l'Est à Bruxelles en octobre 1957 (*L'Economie soviétique en 1957,* Ed. Institut de sociologie Solvay, Bruxelles 1958). La publication déjà mentionnée du *Joint Economic Committee ; Congress of the United States,* est particulièrement riche grâce aux contributions des « soviétologues » américains.

secteurs, ne serait-ce que par le pourcentage élevé, trop élevé, en population qu'elle absorbe [1].

Bref, sans vouloir entrer dans les détails de discussions statistiques, il semblerait permis de conclure qu'en dépit de l'effort considérable accompli par l'URSS, il n'est pas certain que tous les objectifs du Plan septennal soient atteints et moins encore que les Etats-Unis soient « dépassés » en 1972, si tant est que cette formule de propagande corresponde à une réalité économique. Ces deux sociétés ont des structures économiques trop différentes pour que les tentatives de comparaisons de leur développement ne posent pas plus de problèmes qu'elle n'en résolvent [2]. Sur quels critères se fondera-t-on pour décréter que l'un l'emporte sur l'autre ? Sur la production totale ? Sur la production par tête ? Sur la productivité ? En quoi le fait que la production soviétique de lait ou de beurre viendrait à dépasser celle des Etats-Unis impliquerait-il une victoire de l'URSS ? Tout au plus pourrait-on en déduire une amélioration du standard de vie du citoyen soviétique, sans conclure pour cela qu'il est supérieur au niveau de vie américain.

Les prévisions et les prédictions de M. Khrouchtchev reposent à la fois sur un développement rapide et même « tumultueux » de l'économie soviétique et sur une aggravation de la situation économique des Etats capitalistes. Or, il ne paraît pas, à considérer les Etats-Unis et l'Europe occidentale, que la situation économique tende à s'aggraver. Les quelques récessions auxquelles M. Khrouchtchev fait allusion n'ont pas empêché une augmentation constante du revenu national américain, ni le relèvement économique de l'Europe occidentale. Le revenu national brut américain a passé, entre 1950 et 1959, de 285 milliards de dollars à 484; celui des pays d'Europe occidentale (les Six et les Sept) de 141 milliards de dollars à 300 milliards [3].

Est-ce là le fait d'économies en déclin ? Si ceux qui ont été en mesure de faire des observations directes sur le niveau de vie des populations dans les divers continents, s'accordent à souligner le dynamisme de l'économie soviétique, ils n'en ont pas moins été frappés par la différence qui existe encore — quoiqu'elle tende à se réduire progressivement. Un examen attentif des régions des confins entre les deux prétendus « systèmes » souligne assez cruellement parfois les résultats obtenus à

---

[1] On sait combien il est difficile, en l'absence d'indications statistiques soviétiques, d'évaluer la population agricole active de l'URSS. Certaines évaluations occidentales donnent un chiffre approximatif de 37 millions. Aux Etats-Unis, la population agricole active atteignait environ 6,3 millions en 1950-1954.

[2] « If we bowed to the stern dictate of logic, we would be able to compare Soviet and American industrial growth only if both economies served either consumer welfare or state power. But that is ruled out by the very difference in social order whose influence on growth we wish to assess. » NUTTER, *op. cit.* p. 118. *Cf.* encore l'étude de Robert W. Campbell: *Problems of United States — Soviet Economic Comparisons,* Joint Committee... *op. cit.* pp. 13-30.

[3] « A high rate of growth was resumed during 1959, after the setback of 1958, and was continued in the early months of 1960 in almost all western European countries. The revival has drawn strength from the recovery in the United States which superseded the downturn of 1957 as early as the second quarter of 1958 and called forth a renewed buoyancy in imports from Western Europe. But even through the economic reexpansion in western Europe has been facilitated by the strengthening of external balances, its main origins can be located within the region itself. » *Economic Survey of Europe,* p. 1, Genève 1960.

l'Occident. Ainsi en est-il par exemple des deux Allemagnes dont l'une, celle de l'Est, se vide depuis plusieurs années chaque jour d'environ trois cents personnes qui s'en vont alimenter l'expansion économique de la République fédérale.

Mais ces comparaisons entre « systèmes » n'ont, comme nous l'avons déjà dit, guère de sens. Elles procèdent d'un schématisme qui en fait ne rend pas compte des réalités complexes de la vie. Le « capitalisme » dont parle le Parti communiste de l'URSS n'est guère qu'une figure de rhétorique. Les structures économiques des sociétés occidentales se sont profondément modifiées depuis le XIXe siècle. Elles se sont diversifiées. En fait, ce que M. Khrouchtchev appelle le système capitaliste est un complexe de systèmes économiques inégalement marqués par la double influence du socialisme et du libéralisme.

De même ne saurait-on affirmer que les sociétés socialistes constituent un ensemble uniforme. Si considérables que soient les efforts accomplis pour harmoniser leur évolution et pour les insérer dans un même moule, il n'en subsiste pas moins des différences sensibles qui ne tiennent pas uniquement au degré de développement. Des contradictions se révèlent qu'on a vu éclater au grand jour en 1956 et qui, pour être contenues à l'heure actuelle par la volonté des gouvernants, n'en persistent pas moins. La société soviétique elle-même ne peut échapper ni aux conséquences de la révolution industrielle, ni aux effets du contact avec l'Occident. Tous les tableaux brossés conformément aux exigences de l'idéologie, ne parviennent pas à masquer la respiration d'un peuple, les aspirations des hommes, les préoccupations des familles, les curiosités des jeunes, bref la vie quotidienne d'une nation de patriotes qui, si fiers qu'ils soient de leurs succès, ne construisent pas toute leur existence selon les seuls canons du socialisme et ne pensent pas que l'amélioration de leurs conditions de vie dépende forcément de la défaite du capitalisme américain.

En définitive, la destruction du capitalisme que M. Khrouchtchev et les chefs soviétiques considèrent comme un objectif fondamental, ne paraît guère probable, tout simplement parce que la structure des sociétés dites capitalistes ne correspond plus au modèle théorique sur lequel ils travaillent. La crise finale qu'ils prédisent et diagnostiquent, cette crise finale qui doit être l'aboutissement de contradictions « inéluctables », pourrait bien être différée par les mesures d'adaptation que prennent les sociétés vivantes, aussi bien que la crise de la société industrielle britannique qu'annonçaient et qu'attendaient Marx et Engels [1].

Cette destruction d'un « système » antagoniste est-elle d'ailleurs nécessaire à l'institution d'une société socialiste ou communiste en Union soviétique ? Rien dans l'histoire des années d'après guerre ne le montre. Les observations faites sur l'Union soviétique, sur l'Europe occidentale et les Etats-Unis font apparaître, comme nous l'avons rappelé, une amélioration simultanée — mais non pas forcément égale — des conditions d'existence. Les résultats obtenus par l'économie soviétique n'ont pas

---

[1] *Cf.* par exemple la *Correspondance, K. Marx — F. Engels,* (A. Bebel et Ed. Bernstein, trad. par J. Molitor, Paris, T. V.). « En 1848 nous disions: « Voici venir notre temps! Et il est venu d'une » certaine façon. Mais à cette heure il vient complètement; il s'agit d'une lutte à mort. Mes études » militaires en deviennent immédiatement plus pratiques. » pp. 122-123.

impliqué ou entraîné un fléchissement de l'économie occidentale. Les deux « systèmes » ont progressé parallèlement, quoique à un rythme inégal. La prétendue incompatibilité structurelle ou naturelle sur laquelle on bâtit une rivalité inexpiable permet peut-être de légitimer les sacrifices qu'exige la construction du socialisme ou de nourrir un messianisme révolutionnaire. Mais elle ne correspond pas à la réalité observable. Dès l'instant qu'on écarte le rideau des statistiques et qu'on se dégage du débat idéologique dans lequel les chefs soviétiques essaient d'enfermer leurs interlocuteurs occidentaux, on découvre que la coexistence n'est pas impossible. Mais il s'agit d'une coexistence à base de dialogue et dont un des objectifs devrait être la revision de schémas historiques dépassés.

*

La structure de l'économie soviétique, aussi bien que le rythme de son développement, sont déterminés largement, si ce n'est même essentiellement, par des objectifs politiques. Cette même subordination de l'économique au politique se retrouve dans les relations de l'URSS avec l'Asie, l'Afrique ou l'Amérique latine. Car la compétition économique qui se déroule sous le signe de la coexistence dite pacifique s'étend au monde entier. Les chefs soviétiques n'ont jamais fait mystère de leur intention de manœuvrer l'Occident par l'extérieur, de le couper des ressources et des marchés d'outre-mer pour l'acculer à la défaite sur le terrain économique.

On sait comment cette manœuvre d'encerclement s'est progressivement développée par l'alliance des partis communistes avec les mouvements nationaux dans les colonies et dans les territoires dépendants. L'opération a sans aucun doute obtenu des résultats. La Chine a passé dans le camp communiste qui s'en trouve ainsi renforcé. Le mouvement d'émancipation a gagné l'Asie; il bouleverse l'Afrique. L'Union soviétique, longtemps contenue à l'intérieur de ses frontières et acculée à la défensive dans les organisations internationales, a pu développer ses contacts, affirmer sa présence. Après avoir marqué de manière spectaculaire sa qualité de puissance asiatique, elle a fait irruption dans le Moyen-Orient. Elle tente aujourd'hui de pénétrer en Afrique et d'organiser certains Etats, tels la Guinée, en points d'appui. Elle encourage à l'action les partis communistes d'Amérique latine et soutient à la barbe des Etats-Unis les révolutionnaires cubains. A tous, elle propose son aide économique, la collaboration de ses techniciens, l'hospitalité de ses écoles.

Mais, ici encore, si frappants que puissent paraître ses succès, la partie reste ouverte. La désagrégation des empires coloniaux n'a pas conduit toujours à une rupture des relations entre les anciennes métropoles et les territoires émancipés. L'aide soviétique reste relativement modeste en comparaison de celle qu'apporte l'Occident [1]. En fait, lorsqu'on examine les statistiques un peu attentivement, on constate qu'elle consiste essentiellement en prêts à faible intérêt, remboursables en

---

[1] M. Peter Wiles donne, dans une étude critique de l'ouvrage de JOSEPH E. BERLINER, *Soviet Economic Aid,* une statistique qu'il a complétée et qui est reproduite au bas de la page suivante.

monnaies locales ou en produits importés de l'Etat auquel on accorde un appui. Le rendement de cette aide soviétique ne correspond d'ailleurs pas toujours à ce qu'on attendait. L'Occident n'a pas, comme on le dit trop complaisamment, le monopole des erreurs de calcul et des maladresses.

A l'heure qu'il est, l'Union soviétique n'est pas parvenue à détourner à son profit le courant économique. Entre l'Asie méridionale et l'Occident, les échanges ont continué à se développer malgré le souci des principaux Etats qui se trouvent dans cette région d'affirmer leur neutralité. Au Moyen-Orient, les communistes n'ont pas encore réussi à s'imposer de manière définitive. On constate au contraire des alternances de flux et de reflux. En Afrique, l'Europe garde encore toutes ses chances[1].

*

Ainsi on ne saurait dire que l'histoire s'oriente d'un mouvement irréversible vers le communisme. Personne ne contestera certes la puissance de l'URSS ni son dynamisme. Mais, si impressionné qu'on soit par l'un et par l'autre, on ne doit pas moins constater que la Russie soviétique n'est qu'une des grandes nations qui gouvernent le monde et qu'il n'est pas certain qu'elle l'emporte.

Comment, d'ailleurs, prédire le cours de l'histoire ? Ceux-là mêmes qui se prétendent les seuls capables de déceler les lois du mouvement historique ne fournissent-ils pas la preuve, par les succès qu'ils ont remportés, de l'erreur de leur méthode d'interprétation ? N'est-il pas frappant de constater que le socialisme ne l'a pas emporté dans les pays dits industrialisés, comme le prévoyait le schéma marxiste, mais dans des pays à économie agricole ? N'est-il pas intéressant de constater que les tenants du matérialisme dialectique ont été amenés par les circonstances à construire après coup l'infrastructure du régime qu'ils instauraient ?

For 1957 (in millions of dollars)

Sources	Short loans	Long loans	Grants
U.S.S.R.	—	100.2	1
China	—	—	20
European States	—	40-60	0.4
TOTAL	—	140-60	21.4
U.S. Government	417	286	1,342
U.S. Private	—	1,268	15.5
U.S. Banking System	459	—	—
I.B.R.D.	—	200	—
Int. Mon. Fund.	562	450	450
Other Western gov.	—	—	—
U.K. Banking Syst.	711		
TOTAL	2,149	2,204	1,807.5

« Ruble Politics », by PETER WILES. *Problems of Communism*, July-August 1959, pp. 36-39.

[1] Voir le numéro spécial de la *Revue économique et sociale* qui paraîtra sur ce sujet en septembre 1960.

Quels sont donc les facteurs qui orientent l'histoire ? Les facteurs économiques ? Il est incontestable que la transformation des structures économiques entraîne des modifications des structures sociales et des institutions politiques. Il est également certain que la modification du rapport des forces économiques influe sur le rapport des forces des Etats. Mais ces modifications, si importantes soient-elles, ne suffisent pas à orienter d'une manière déterminante le cours de l'histoire.

Car il faut compter avec les hommes. Si l'on cherche une explication de l'extraordinaire développement de l'Union soviétique et de la Chine, c'est dans l'intervention et la présence non seulement d'un Marx, mais d'un Lénine, d'un Staline, d'un Mao Tse Tung qu'on la trouvera. Si l'URSS joue actuellement un rôle prépondérant, c'est à l'action de Khrouchtchev qu'elle le doit. Et le fléchissement politique du monde occidental, qui contraste avec son redressement économique, s'explique largement par la carence des hommes.

L'évolution de la lutte qui se déroule entre l'URSS et le monde occidental dépendra en définitive de la valeur des hommes engagés de part et d'autre. Non pas seulement de quelques « grands hommes », mais plus encore de ces élites qui portent une large part des responsabilités. Si un régime soviétique ne supporte pas la direction collective, la démocratie l'exige. La faiblesse actuelle des démocraties occidentales tient pour une large part à la carence de ses élites politiques. Ce n'est pas qu'elles manquent d'hommes de valeur. Mais ces hommes vivent pour eux-mêmes sans penser à la nécessité d'intégrer leur action dans le cadre de la communauté politique à laquelle ils appartiennent. Ils sont capables d'entreprises remarquables, mais les accomplissent en ordre dispersé, alors qu'en Union soviétique tout paraît coordonné en fonction des objectifs politiques.

« Nous regardons nos économies, écrivait encore Peter Wiles, comme des choses à peu près données desquelles nous vivons. Nous n'avons guère de conception stratégique sur les nécessités futures des transformations de nos économies ni sur la nécessité diplomatique de croissance de notre productivité. » Rien n'est plus juste. Le développement de l'économie occidentale est déterminé par la recherche du bien-être individuel. Il est accéléré ou freiné par le jeu d'intérêts contradictoires que l'Etat arbitre tant bien que mal. Le souci de développer la puissance de l'Etat passe au second plan, si tant est même qu'on en ait conscience. Il ne se manifeste qu'en fonction d'une menace de guerre. Or, la guerre, dans la période que nous vivons, n'a plus un caractère exclusivement militaire... [1]

---

[1] Depuis que cet article a été rédigé, certains incidents se sont produits (rupture de la conférence au sommet, discussions entre Chinois et Soviétiques au sujet de l'inévitabilité des guerres, intensification de l'agitation et des activités subversives au Japon et en Italie). Nous ne voyons cependant aucune raison de modifier notre texte. Le seul intérêt de ces incidents est de mettre plus crûment en lumière la politique des Soviets et leur conception de la « coexistence ».